

**DOSSIER**

**Il faut de l'endurance pour faire bouger les choses**

Pages 3-4

**David contre Goliath**

Pages 6-7

**C'est ainsi que nous pouvons changer le monde**



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Des éléments qui font partie du travail de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* dans le domaine de la politique de développement.

**Qu'est-ce que la lutte contre de nouvelles lois sur les semences, l'initiative « Pour des multinationales responsables » et la dénonciation de déplacements de villages entiers par l'industrie minière ont de commun ? Elles remettent toutes en question les structures et les rapports de force existants. Elles réclament plus de justice. Elles exigent des connaissances techniques, un large réseau, un travail de relations publiques et un lien avec le politique. Elles montrent comment nous, la société civile, pouvons changer le monde.**

Pascale Schnyder, rédactrice en chef

Au travers de campagnes de sensibilisation, d'études et de formations, les deux organisations dénoncent les abus.

#### SOMMAIRE

**LOI SUR LES SEMENCES : Il faut de l'endurance pour faire bouger les choses.** Pages 3-4

**MICHEL EGGER : « Tisser des liens de confiance. »** Page 5

**EXTRACTION MINIÈRE : David contre Goliath.** Pages 6-7

# Il faut de l'endurance pour faire bouger les choses



Les Mayas luttent pour leurs droits. Grâce à leur mobilisation, la « loi Monsanto » a pu être renversée.

Les manifestations des paysannes, des paysans et des communautés indigènes au Guatemala ont trouvé un écho dans les médias internationaux en septembre 2014. Après plusieurs semaines de protestation, les manifestants sont parvenus à faire échouer la « loi Monsanto », approuvée trois mois plus tôt par le Congrès. Cette loi aurait instauré une protection stricte des variétés de semences, qui aurait interdit aux paysans de réutiliser,

d'échanger ou de vendre leurs propres semences. Cette interdiction les aurait rendus dépendants à long terme des variétés « high-tech » élaborées par les grandes sociétés agroalimentaires comme Monsanto ou Syngenta. Des variétés qui leur sont vendues chères. Les organisations paysannes du pays – parmi lesquelles Redsag, un réseau guatémaltèque pour la défense de la souveraineté alimentaire partenaire de *Pain pour le prochain* et

*Action de Carême* – ont réalisé que cette loi allait priver les familles de paysans de leurs droits, mais aussi réduire la variété des espèces cultivées dans le pays.

## Pas de vie sans maïs

A vrai dire, le gouvernement comptait faire passer la loi dans le plus grand secret, comme cela a été le cas fin 2012 au Honduras (voir page 4). Cette stratégie a failli marcher : les politiques s'y connaissent souvent peu en ma-

tière de semences et de protection des variétés ; les organisations paysannes, quant à elles, ne disposent pas des connaissances juridiques suffisantes pour pouvoir comprendre les textes législatifs – à supposer qu'elles puissent y avoir accès. Les paysans guatémaltèques sont parfaitement conscients de la valeur de leurs semences. Et c'est surtout le cas du maïs : bien plus que de représenter la nourriture de base du pays, il fait partie intégrante de la vision du cosmos des Mayas. Selon la légende, ces derniers seraient issus du maïs. Il est donc impensable pour les communautés locales de voir les semences de maïs tomber sous le contrôle de multinationales.

La résistance des organisations paysannes et indigènes allait donc de soi. Mais sans le travail d'information de Redsag et d'autres réseaux, celles-ci n'auraient pas été au courant de la loi en discussion. Ou seulement au moment où, soudainement, un fonctionnaire ou un représentant de Monsanto se serait trouvé devant la porte d'une des familles paysannes de la communauté pour l'accuser d'utiliser des semences de façon illégale. Absurde ? En septembre 2013, près de 70 tonnes de riz ont été détruites en Colombie. La raison ? Les producteurs n'avaient pas payé les

licences requises pour les semences. Cet événement, mais aussi d'autres à plusieurs endroits, a mis Redsag en garde.

## Coalitions et campagnes

Redsag a acquis les connaissances politiques et juridiques nécessaires pour pouvoir comprendre les conditions-cadres légales régissant le domaine des semences et de la biodiversité. Il peut ensuite les expliquer aux 70 organisations membres. Bien qu'il ait gagné contre la « loi Monsanto », le réseau continue d'organiser des séminaires, des conférences et des marchés aux semences à travers tout le pays, afin de transmettre des informations sur les conditions-cadres en vigueur. Objectif : former une large alliance pour pouvoir proposer au Congrès un projet de loi visant à protéger la diversité biologique, et ceci avant que le gouvernement ne cherche à nouveau à privatiser les semences. Cette nouvelle loi a pour but de préserver les intérêts des agricultrices, des agriculteurs et des communautés indigènes et de

renforcer la diversité des semences qu'ils produisent. Un large processus de consultation a permis d'élaborer les fondements du projet de loi, lui donnant ainsi la légitimité nécessaire. Il s'agit maintenant de faire du lobbying : discuter avec les politiques, les partis et les responsables des ministères concernés pour les convaincre. L'alliance doit réussir en même temps à mener un travail de relations publiques efficace pour faire des semences un sujet de débat dans l'opinion publique.

Pour y parvenir, une campagne s'impose. Articles de presse, émissions de télévision et de radio, manifestations publiques : il s'agit de sensibiliser le public à la question. Il faut démontrer que les semences sont fondamentales à la sécurité alimentaire du pays. Que la diversité des semences garantie par les paysans constitue la meilleure stratégie de survie face aux changements climatiques. Et que ce trésor ne doit pas tomber dans les mains de multinationales. — *Tina Goethe*



La maïs joue un rôle important dans la spiritualité des Mayas. A côté des fleurs et des fruits, il orne cet autel maya.



Un jour dans la vie d'Octavio Sanchez, coordinateur de la Coalition nationale pour la promotion de l'agroécologie (Anafae) au Honduras.

« Les députés ne connaissent pas la loi qu'ils ont adoptée »

« Tôt le matin, nous nous rendons dans la région de Chinacla. La route est fatigante. Mais c'est toujours un plaisir de rencontrer les groupes de femmes qui ont appris chez nous des méthodes d'agriculture écologiques. Cette fois, une équipe de télévision de Telesur m'accompagne. Ils font un reportage sur l'opposition des communautés indigènes lencas à la loi sur les semences adoptée en douce en 2012. C'est pourquoi nous irons ensuite à Santa-Elena assister à une cérémonie des Lencas. Avant d'y aller, nous dégustons une soupe de légumes et de poulet préparée par les femmes de Chinacla. Elles ont tout produit elles-mêmes, même le sel. La preuve que l'agroécologie et la souveraineté alimentaire fonctionnent ! Lorsque nous arrivons vers midi à la fête des Lencas, c'est la cohue. Face à la caméra, les présidents des communautés expliquent officiellement pourquoi ils refusent la loi sur les semences sur leur territoire. Nous en avons beaucoup discuté avant. J'ai mis les Lencas en contact avec un avocat, qui a analysé cette loi controversée et leur a expliqué ses conséquences pour l'agriculture traditionnelle. En guise d'intermèdes entre les discours, le groupe de jeunes joue de la musique et les enfants proposent une danse populaire. Pour le plus grand bonheur des collègues de Telesur. Malheureusement, nous ne pouvons pas rester longtemps. Nous devons retourner à Tegucigalpa, la capitale : à 17 heures, nous avons rendez-vous avec cinq députés du Congrès. Ils veulent en savoir davantage sur la loi relative aux semences. Je peux à peine y croire, mais les députés ne connaissent pas la loi qu'ils ont adoptée en 2012 ! Par chance, j'ai des copies du texte de loi sur moi. La discussion est positive, mais ce n'est qu'un début. Il faut maintenant entretenir les contacts et réfléchir avec eux aux moyens d'empêcher sa mise en œuvre. Sans la soupe préparée par les femmes de Chinacla, j'aurais eu de la peine à supporter cette longue journée. Une journée couronnée de succès ! » — *tg*

# « Tisser des liens de confiance »

**Michel Egger le sait : influencer les décisions du Parlement prend du temps. Plusieurs fois par année, il arpente les couloirs du Palais fédéral. Objectif : sensibiliser les acteurs clé à la nécessité d'encadrer les entreprises pour qu'elles respectent les droits humains.**

## Que signifie le travail de lobbying pour Alliance Sud ?

Il faut le comprendre comme un complément aux projets que les organisations membres réalisent avec leurs partenaires au Sud et aux campagnes de sensibilisation qu'elles mènent en Suisse. Il s'agit d'un travail d'influence. Nous représentons les intérêts des populations défavorisées du Sud dans les décisions de la Suisse qui ont un impact sur elles.

## Vous êtes présent à Berne pour convaincre du bien-fondé de l'initiative « Pour des multinationales responsables ». Concrètement, qu'y faites-vous ?

Le processus a débuté avec la pétition « Droit sans frontières ». Déposée en 2012, elle a récolté plus de 130 000 signatures. De notre expérience, nous savions que, sur la question des entreprises et des droits humains, le gouvernement ne prendrait des mesures que si le Parlement le demandait. Il y avait, à l'époque, très peu de connaissance sur cette question chez les parlementaires. Il fallait donc les sensibiliser. Cette pétition, les campagnes des ONG et la dénonciation de cas de violations par le biais des médias ont



Sociologue et journaliste, Michel Egger est en charge du dossier « entreprises et droits humains » à Alliance Sud, l'organisation en charge du lobbying pour le compte des grandes organisations suisses actives dans la coopération au développement, dont *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Il coordonne le travail de lobbying autour de l'initiative « Pour des multinationales responsables ».

permis d'alerter l'opinion publique. Le Parlement a dû s'y intéresser. Puis nous sommes allés à Berne expliquer les enjeux de la pétition. Faire du travail de plaidoyer, c'est tisser des liens de confiance pour obtenir l'écoute de parlementaires.

## Comment y parvenez-vous ?

Nous avons constitué un groupe de sept députés de sept partis, avec qui nous avons déjà en partie des contacts, intéressés par la thématique. C'est un travail stratégique : il faut identifier les parlementaires susceptibles de soutenir nos propositions et ayant si possible de l'influence au sein du Parlement, des commissions clés et de leur parti pour relayer nos préoccupations. Pour qu'une proposition puisse être acceptée, il faut construire des majorités, donc rallier en tout cas des députés du centre. Nous leur apportons notre expertise. Munis d'informations et d'arguments, ils peuvent sensibiliser ensuite leurs collègues au Parlement. Plus de vingt questions, interpellations et autres textes ont été déposés en lien avec la pétition. La stratégie adoptée a été celle des petits

pas. Même si la pétition n'a pas été acceptée telle quelle, ces interventions ont obligé le Conseil fédéral à se positionner et permis de faire avancer les choses. On pense souvent au Parlement lorsque l'on parle de travail de plaidoyer, mais l'administration fédérale aussi est importante. Ce sont les départements qui préparent les réponses du Conseil fédéral. Nous approchons donc aussi les services compétents afin de leur expliquer notre point de vue pour que la réponse soit la plus favorable possible. A un moment donné, nous savions que le processus pour une régulation contraignante des entreprises n'irait pas plus loin : nous avons donc lancé l'initiative. Et nous allons continuer notre travail de conviction à Berne !

## Selon vous, qu'est-ce qui fait un bon travail de lobbying ?

Le sens stratégique, la persévérance et les compétences : il s'agit de fournir aux décideurs des informations et des arguments solides, qui reposent sur des faits et des analyses. Il en va de notre crédibilité. Il faut aussi pouvoir parler au cœur, trouver le bon langage pour pouvoir être entendu par le plus grand nombre et ne pas être perçu comme étant trop idéologique. Enfin, l'image de l'institution que le lobbyiste représente est importante. Une des forces d'Alliance Sud est de parler au nom de neuf organisations en lien direct avec les populations du Sud concernées ; cela lui donne une légitimité et un poids indéniables.

— Interview : Johanna Monney

# David contre Goliath

SUR LE PLAN LOCAL

## TAMPAKAN

**Glencore** A Tampakan, le groupe suisse Xstrata projette d'ouvrir l'une des plus grandes mines de cuivre et d'or au monde. Sa filiale Sagittarius Mines Inc. (SMI) ne procède pas à une réelle consultation de la population. Avec ses projets sociaux (santé et formation), elle crée une dépendance. Les autorités espèrent un développement économique. La corruption joue-t-elle un rôle ? Les premières victimes des soulèvements sont à déplorer ; SMI mise sur un service de sécurité et une présence accrue de l'armée.



**Action de Carême et Pain pour le prochain** Inquiet pour la population concernée, le diocèse de Marbel demande le soutien d'Action de Carême. Celle-ci met sur pied un projet avec le Social Action Center. Objectif : encourager la population à s'organiser, la former à ses droits, lui montrer les différents scénarios possibles afin qu'elle puisse seule décider de ce qui est le mieux pour son avenir. Selon les directives des Nations Unies, les communautés indigènes doivent avoir donné leur consentement préalable, librement et en toute connaissance de cause avant qu'un projet puisse être réalisé.

Lire et agir

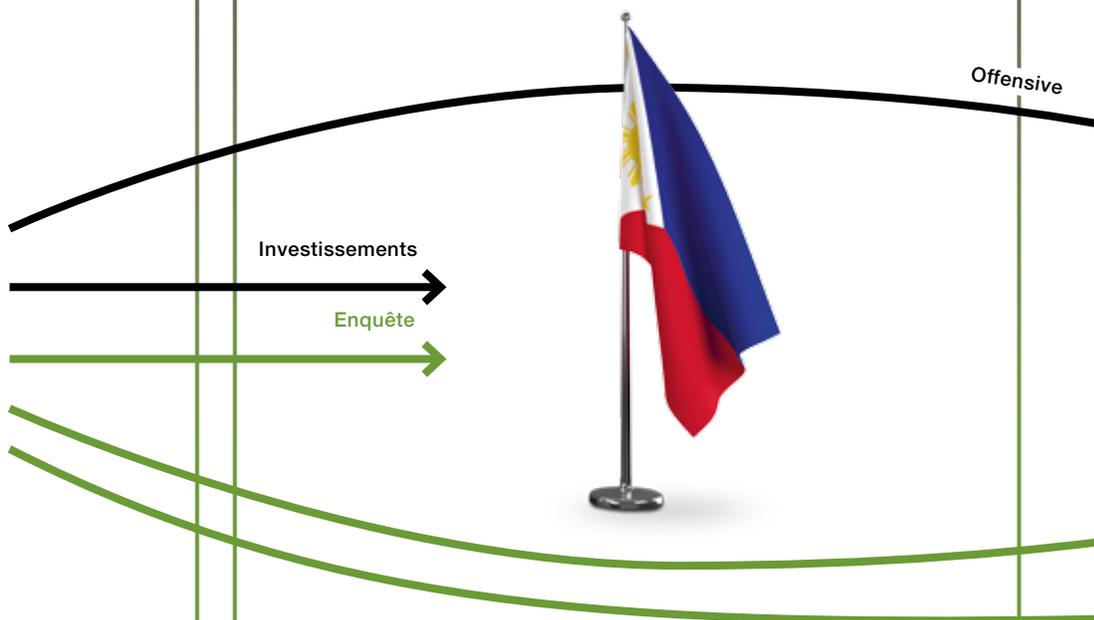
## Votre soutien

Soutenez le travail d'Action de Carême auprès des communautés locales aux Philippines. Faites un don ! CCP 10-15955-7.

SUR LE PLAN NATIONAL

## PHILIPPINES

**Glencore** SMI mène plusieurs études pour évaluer la compatibilité du projet avec les exigences sociales et écologiques. Ces études sont indispensables pour obtenir les autorisations de l'Etat philippin. Bien que les besoins des communautés ne soient que très peu pris en compte, les autorités nationales et les décideurs laissent passer le projet. Car ils flairent, eux aussi, la bonne affaire et l'argent facile. Il est en effet question d'investissements de 5 milliards de dollars.



**Action de Carême et Pain pour le prochain** Avec Misereor, les deux organisations font ce que Xstrata aurait dû faire, conformément aux Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : elles enquêtent sur les conséquences que pourrait avoir le projet de mine sur les droits humains. Résultat : 5000 femmes et hommes, surtout de la communauté B'laan, devraient être déplacés ; les moyens de subsistance de dizaines de milliers de personnes seraient menacés. Ce résultat est présenté dans la capitale, Manille, lors d'une conférence de presse.

**Afin de défendre les droits des populations défavorisées, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* s'engagent avec leurs partenaires au niveau local, national et international. Un exemple de la manière complexe dont fonctionne ce travail de plaidoyer aux Philippines.**

SUR LE PLAN NATIONAL

## SUISSE

**Glencore** Dans l'intervalle, Xstrata fusionne avec Glencore pour devenir l'un des plus grands groupes miniers du monde. Sous la pression croissante de l'opinion publique, le groupe, par le biais de son PDG Ivan Glasenberg, entame une offensive de charme à l'aide de mesures de communication. L'entreprise est aussi active sur le plan politique : des entretiens à huis clos ont lieu avec des membres du Parlement au Bellevue, un hôtel bernois.

de communication



Médias, autorités

**Action de Carême et Pain pour le prochain** En même temps qu'à Manille, les deux organisations présentent les résultats de l'enquête au public suisse lors d'une conférence de presse. Celle-ci a un grand retentissement médiatique. Elles informent aussi les autorités fédérales des résultats (Direction du développement et de la coopération, Division sécurité humaine). Munies de leur étude, les deux organisations confrontent également Glencore-Xstrata. Le groupe conteste sa responsabilité dans la mort d'activistes à Tampakan et remet en cause le sérieux de l'enquête.

Lire et agir

## Agissez !

Signez l'initiative « Pour des multinationales responsables », pour que les entreprises respectent les droits humains : [www.voir-et-agir.ch](http://www.voir-et-agir.ch)

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

## VATICAN / ONU

**Glencore** Les multinationales du secteur de l'extraction minière demandent une audition au Vatican. Un groupe de PDG déplore, lors d'une rencontre avec Justice et Paix (J&P), le bras politique du Vatican, les difficultés que leurs compagnies rencontrent sur le terrain dans leurs activités d'extraction minière. Visiblement avec succès : une première version d'une prise de position de la commission épiscopale néglige les personnes touchées par l'exploitation minière

Rencontre au Vatican

Visites à Rome et à Genève

Visite à Rome



**Action de Carême et Pain pour le prochain** Le texte de J&P inquiète le réseau Iglesias y Minería, un partenaire d'*Action de Carême*. Les victimes doivent aussi être entendues : en tant que représentant de la Cidse, *Action de Carême* se rend à Rome avec une victime de Tampakan. Et contribue à un changement de position de J&P. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève invite *Action de Carême* à présenter la situation qui prévaut à Tampakan. Le Rapporteur spécial pour les personnes déplacées décide de se rendre sur place – au grand dam du gouvernement philippin.

## En conclusion

Glencore a depuis vendu ses parts dans le projet de Tampakan. La poursuite du projet par les nouveaux propriétaires devrait dépendre de l'évolution du prix du cuivre. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* continuent leur engagement en faveur des droits des communautés locales.

## Point final



« Il est idiot de vouloir changer le monde, mais criminel de ne pas essayer. »

Sacha Guitry, acteur et réalisateur français



Manifestation de la société civile guatémaltèque contre la corruption et le président en fonction Otto Perez Molina.

## Ensemble pour une même cause

### Action de Carême

#### Devenir plus forts ensemble

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons au Nord comme au Sud pour un monde plus juste ; un monde dans lequel hommes et femmes vivent dans la dignité sans souffrir de la faim et de la pauvreté. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Nous nous engageons également en Suisse et sur le plan international pour mettre en place des structures équitables, en particulier dans le domaine des droits humains et dans l'économie.

### Pain pour le prochain

#### Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Nous encourageons les personnes au Nord à adopter un style de vie responsable. Par notre action en politique de développement, nous nous engageons pour le droit à l'alimentation et pour une économie éthique. Au Sud, nous soutenons les populations pour qu'elles se libèrent de la pauvreté et de la faim, et qu'elles mènent une vie autodéterminée. Ensemble avec nos partenaires locaux, nous dénonçons les dysfonctionnements et renforçons le plaidoyer pour les droits des populations concernées.

Action de Carême  
Av. du Grammont 7  
1007 Lausanne  
Tél 021 617 88 81  
[www.actiondecareme.ch](http://www.actiondecareme.ch)  
CCP 10-15955-7

Pain pour le prochain  
Av. du Grammont 9  
1007 Lausanne  
Tél 021 614 77 17  
[www.ppp.ch](http://www.ppp.ch)  
CCP 10-26487-1



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME